

**Déclaration sur la Bolivie**

Original : espagnol

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste, réuni à Saint-Domingue les 3 et 4 novembre 2017, a abordé la grave situation que traverse la démocratie en Bolivie du fait des actions plébiscitées par le parti du gouvernement, le Mouvement vers le socialisme (MAS), qui menace de provoquer une rupture constitutionnelle aux conséquences imprévisibles.

Le parti du gouvernement (MAS) a introduit au Tribunal constitutionnel plurinational un recours abstrait pour inconstitutionnalité, dont l'objectif est de déclarer inapplicables quatre articles de la Constitution bolivienne dans le but de légaliser la nouvelle candidature indéfinie du Président Evo Morales.

Le 21 février 2016, le peuple bolivien a refusé par voie de référendum la tentative de l'Assemblée législative de modifier l'article 168 de la Constitution politique de l'État établissant que le Président ne peut être réélu que pour un mandat consécutif. Ce résultat exprime la décision souveraine du peuple bolivien de rejeter une quatrième candidature du premier mandataire.

Tel que l'a exprimé le Secrétaire général de l'Organisation des États américains (OEA) au sujet de la situation en Bolivie, aucun juge ne pourrait lever l'avis du seul souverain : le peuple.

Le Comité pour l'Amérique latine et les Caraïbes de l'Internationale Socialiste exprime son inquiétude au sujet des actions susmentionnées préconisées par le parti du gouvernement, et exhorte le Président Morales à respecter le résultat du référendum de février 2016.

---